

EN VENTE

VERSION PAPIER

À la librairie des Éditions

ENS DE LYON

19, allée de Fontenay

69007 Lyon

Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h
(5% de remise sur tous nos titres)

Sur le site ENS ÉDITIONS

ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

Chez votre libraire

Diffusion/Distribution : CID

cid@msh-paris.fr

VERSION NUMÉRIQUE

sur le site ENS ÉDITIONS

ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

sur OpenEdition books

books.openedition.org/

enseditions/

CONTACT

15, parvis René-Descartes
Bâtiment Ferdinand-Buisson
BP 7000

69342 Lyon cedex 07

+33 (0)4 26 73 11 91 / 11 98

+33 (0)4 26 73 12 68

editions@ens-lyon.fr

@ens_editions

facebook.com/enseditions

Note de l'autrice

Remerciements

Introduction

Chapitre 1. **Libéralisme judiciaire et inégalités d'accès**

La même justice pour tou.tes ou à chacun.e selon ses besoins ?

Des configurations politiques et juridiques distinctes

Inégaux dans l'accès à la justice

Chapitre 2. **Professions établies, nouveaux rôles**

Le grand écart des magistratures

Hétérogénéité des barreaux et diversification des pratiques

Chapitre 3. **Entre professionnel.les et personnes séparées : variations autour du pouvoir**

Face à face institutionnel et distance sociale

Entre dominant.es

Chapitre 4. **Différencier les parents**

Mère quotidienne et père occasionnel ?

La « coparentalité » est-elle économique ?

Chapitre 5. **Justice privée ou redistribution publique ?**

Au Québec, justice de genre et réforme des politiques sociales

En France, protection publique et inégalités de genre

Conclusion

Références bibliographiques

Table des encadrés et tableaux

Gouverner la vie privée

L'encadrement inégalitaire des séparations conjugales en France et au Québec

Émilie Biland



PARUTION	2019
COLLECTION	Gouvernement en question(s)
ISBN	979-10-362-0164-6
PAGES	258
FORMAT	15 x 23
	21 €
	11,99 €
	11,99 €

L'implication de l'État dans la vie privée pose problème : les individus ont davantage de droits que par le passé, mais certains de leurs comportements, jugés problématiques pour la collectivité, justifient un interventionnisme renouvelé, dans lequel acteurs privés et mécanismes de marché occupent une place croissante. En tension entre libéralisme et normalisation, cette action publique participe aux recompositions des rapports sociaux, entre les classes sociales, entre les genres, ainsi qu'entre la population majoritaire et les personnes racisées. Objet de vifs débats et de réformes récurrentes, la régulation par le droit des séparations conjugales est un observatoire précieux de ces recompositions, ici analysées à partir de trois enquêtes collectives, qualitatives et quantitatives, menées des deux côtés de l'Atlantique. En France comme au Québec, l'accès aux procédures, les interactions avec les professionnel.les et l'encadrement des modes de vie sont les trois dimensions constitutives du gouvernement de la vie privée. Cependant, chacun des contextes n'articule pas de la même manière inégalités de classe et inégalités de genre. En scrutant la production institutionnelle des inégalités privées, cet ouvrage invite à imaginer des voies alternatives, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, pour que la politique des droits tienne ses promesses émancipatrices.

EN VENTE

VERSION PAPIER

À la librairie des Éditions
ENS DE LYON

19, allée de Fontenay
69007 Lyon

Du lundi au vendredi de 9 h à 17 h
(5% de remise sur tous nos titres)

Sur le site ENS ÉDITIONS
ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

Chez votre libraire

Diffusion/Distribution : CID
cid@msh-paris.fr

VERSION NUMÉRIQUE

sur le site ENS ÉDITIONS
ens-lyon.fr/editions/catalogue.fr

sur OpenEdition books
books.openedition.org/
enseditions/

CONTACT

15, parvis René-Descartes
Bâtiment Ferdinand-Buisson
BP 7000

69342 Lyon cedex 07

+33 (0)4 26 73 11 91 / 11 98

+33 (0)4 26 73 12 68

editions@ens-lyon.fr

@ens_editions

facebook.com/enseditions

Note de l'autrice

Remerciements

Introduction

Chapitre 1. **Libéralisme judiciaire et inégalités d'accès**

La même justice pour tou.tes ou à chacun.e selon ses besoins ?

Des configurations politiques et juridiques distinctes

Inégaux dans l'accès à la justice

Chapitre 2. **Professions établies, nouveaux rôles**

Le grand écart des magistratures

Hétérogénéité des barreaux et diversification des pratiques

Chapitre 3. **Entre professionnel.les et personnes séparées :
variations autour du pouvoir**

Face à face institutionnel et distance sociale

Entre dominant.es

Chapitre 4. **Différencier les parents**

Mère quotidienne et père occasionnel ?

La « coparentalité » est-elle économique ?

Chapitre 5. **Justice privée ou redistribution publique ?**

Au Québec, justice de genre et réforme des politiques sociales

En France, protection publique et inégalités de genre

Conclusion

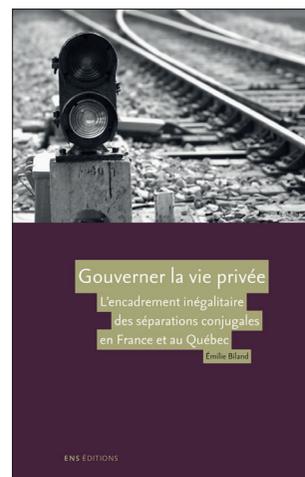
Références bibliographiques

Table des encadrés et tableaux

Gouverner la vie privée

L'encadrement inégalitaire des séparations
conjugales en France et au Québec

Émilie Biland



PARUTION	2019
COLLECTION	Gouvernement en question(s)
ISBN	979-10-362-0164-6
PAGES	258
FORMAT	15 x 23
	21 €
	11,99 €
	11,99 €

L'implication de l'État dans la vie privée pose problème : les individus ont davantage de droits que par le passé, mais certains de leurs comportements, jugés problématiques pour la collectivité, justifient un interventionnisme renouvelé, dans lequel acteurs privés et mécanismes de marché occupent une place croissante. En tension entre libéralisme et normalisation, cette action publique participe aux recompositions des rapports sociaux, entre les classes sociales, entre les genres, ainsi qu'entre la population majoritaire et les personnes racisées. Objet de vifs débats et de réformes récurrentes, la régulation par le droit des séparations conjugales est un observatoire précieux de ces recompositions, ici analysées à partir de trois enquêtes collectives, qualitatives et quantitatives, menées des deux côtés de l'Atlantique. En France comme au Québec, l'accès aux procédures, les interactions avec les professionnel.les et l'encadrement des modes de vie sont les trois dimensions constitutives du gouvernement de la vie privée. Cependant, chacun des contextes n'articule pas de la même manière inégalités de classe et inégalités de genre. En scrutant la production institutionnelle des inégalités privées, cet ouvrage invite à imaginer des voies alternatives, dans la sphère privée comme dans la sphère publique, pour que la politique des droits tienne ses promesses émancipatrices.